

# L'AUSTÉRITÉ : UNE THÉORIE CONTESTÉE

*Alberto ITURRALDE*

*Sous la direction de  
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | JUIN 17

Affaires sociales

COMPRENDRE POUR AGIR

## L'AUSTÉRITÉ : UNE THÉORIE CONTESTÉE

*Alberto ITURRALDE*  
*Sous la direction de Denis STOKKINK*

# SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>I. Qu'est-ce que l'austérité ?</b>	<b>4</b>
1. Définition du concept	4
2. Conséquences des politiques de rigueur	5
<b>II. La montée en puissance de l'austérité</b>	<b>6</b>
1. Le changement de discours politique	6
2. Les justifications académiques	7
<b>III. La remise en question</b>	<b>7</b>
1. Le retour à la normale	7
2. Le changement des recommandations du FMI	8
<b>CONCLUSION</b>	<b>10</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>11</b>

# AVANT-PROPOS

Bernard Maris dédicaçait son *Antimanuel d'économie* à l'économiste inconnu « qui toute sa vie expliqua magnifiquement le lendemain pourquoi il s'était trompé la veille ». Aujourd'hui c'est tant le FMI que la Commission Européenne qui expliquent s'être trompés dans les recommandations qui ont coûté une décennie d'austérité à l'Europe du Sud.

Cela dit, il n'est pas évident d'établir un seul facteur à l'origine des difficultés auxquelles font face les classes moyennes du sud de l'Europe. Il est en revanche assez clair que la gestion de la crise des dettes souveraines a été néfaste. Les réactions des dirigeants européens obéissant à la logique du « trop peu, trop tard » ont permis à la crise de se propager et de s'amplifier. Face à la pression des marchés, les mesures de rigueur sont apparues comme l'unique antidote, justifiant ainsi le parti pris néolibéral de l'Union européenne : modifier le rôle de l'État pour le mettre au service de l'économie et la finance au détriment des acquis sociaux.

Pour la Solidarité croit en une politique économique alternative ne nuisant pas systématiquement aux plus démunis ainsi qu'en une vision à long terme impliquant de ne pas faire des économies en abaissant la qualité des services de santé, d'éducation ou de protection de l'environnement.

Dans cette optique, 4 notes d'analyse ont été dédiées à l'austérité pour comprendre comment celle-ci a gagné l'Europe alors que ses conséquences potentiellement désastreuses étaient connues d'avance, ainsi que pour présenter les perspectives qui s'ouvrent à présent pour la zone euro.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink, Président

# INTRODUCTION

Le débat qui oppose les partisans de l'austérité et de la relance est très ancien. Cependant, les faits et les leçons tirés des expériences du passé ont permis d'inscrire dans les livres de macroéconomie un mode d'emploi. Suite à la crise de 2008, quasiment tous les gouvernements l'ont appliqué. Ils ont mis en place des programmes pour stimuler l'activité, comme prescrit par la macroéconomie standard, soit en augmentant la dépense publique et/ou en réduisant les impôts<sup>1</sup>. En décembre 2008 Sarkozy annonçait un plan de relance de 26 milliards d'euros pour la France<sup>2</sup>. Toutefois, cette expansion fiscale accompagnée du sauvetage des banques allait inévitablement créer des déficits et alourdir la dette des États. Une fois l'économie revenue au droit chemin, le stimulus serait réduit. Comme le disait Keynes en 1937, le recours à l'austérité est cohérent seulement en phase d'expansion ou lorsque l'économie est en surchauffe.

« *The boom, not the slump, is the right time for austerity at the Treasury.*<sup>3</sup> »

Mais cette donne allait changer. En 2009 tombe un tabou : un État qui a adopté l'euro peut faire défaut. À ce moment-là, la Grèce est au bord de la faillite. Par l'interdépendance des économies de la zone euro, la perspective de défaut souverain à Athènes s'accompagnait potentiellement d'un risque de propagation élevé pouvant provoquer une crise bancaire européenne. Dès lors, le choix a été fait de l'austérité : les pays ont voulu stabiliser les déficits pour rassurer les marchés financiers et ne pas se retrouver dans la même situation que les Grecs. Or, les pays européens venaient à peine de voir les balbutiements de la reprise, mais l'emploi et la production étaient bien en dessous des valeurs « normales<sup>4</sup>. » Comme l'avaient averti de longue date de nombreux économistes, l'austérité a plombé la zone euro dans des années de récession et stagnation, sans pour autant réduire l'endettement excessif.

Cette note d'analyse vise à donner une vision générale du courant de l'austérité. Dans un premier temps seront abordées la définition et les conséquences de l'austérité. Ensuite, il sera question de savoir comment l'austérité a gagné autant d'importance récemment avant d'être rejetée par la communauté scientifique.

<sup>1</sup> KOENIG, Gilbert. « La gestion européenne de la crise », *Bulletin de l'OPEE n°19*, 2008. [bit.ly/2sdHrM6](http://bit.ly/2sdHrM6)

<sup>2</sup> « Les mesures du plan de relance de l'économie de Nicolas Sarkozy », *La Tribune*, 4 décembre 2008. [bit.ly/2rb2cJR](http://bit.ly/2rb2cJR)

<sup>3</sup> JAYADEV, A. & KONCZAL M. « The Boom Not the Slump: The Right Time For Austerity », *The Roosevelt Institute*, 2010. [bit.ly/2bGw2z1](http://bit.ly/2bGw2z1)

<sup>4</sup> KRUGMAN, Paul. « The austerity delusion », *The Guardian*, 29 avril 2015. [bit.ly/2iE89uy](http://bit.ly/2iE89uy)

# I. QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ ?

## 1. DÉFINITION

---

En 1959, Richard Musgrave synthétise les objectifs de la politique économique menée par un État : allocation, redistribution, stabilisation<sup>5</sup>. Cette dernière, la fonction de stabilisation, consiste à conjuguer le plein-emploi et la stabilité des prix, soit en stimulant soit en freinant la demande selon le besoin. Pour ce faire, l'État avait trois instruments à disposition : la politique de change, la politique monétaire et la politique budgétaire. Or, la création de l'union monétaire a transféré des compétences vers des entités supranationales. La politique monétaire est passée aux mains de la BCE et la politique de change est menée par l'Eurogroupe, même si l'euro « flotte » depuis des années<sup>6</sup> (c'est-à-dire qu'on n'intervient quasiment pas). Les pays ayant adopté l'euro n'ont plus à leur disposition que la politique budgétaire qui est encadrée par des règles de plus en plus strictes.

À l'inverse d'une politique dite de relance, la politique d'austérité, ou de rigueur, est une politique budgétaire restrictive qui vise à freiner la demande. Elle peut avoir pour but d'assainir les finances publiques, de rétablir l'équilibre extérieur ou de lutter contre l'inflation. En pratique elle se traduit souvent par des réductions de dépenses publiques, des hausses d'impôts ou de cotisations, des baisses des prestations sociales... Depuis la crise de la dette de 2010, les mesures-type d'austérité ont consisté à réduire le nombre de fonctionnaires et leurs salaires, augmenter l'âge de départ à la retraite ou le nombre d'années de cotisations... S'il y a différents niveaux de rigueur<sup>7</sup> et si dans certains cas, cette politique de rigueur est justifiée, le recours à une austérité largement excessive depuis 2010 en Europe n'était ni nécessaire ni justifié. Cela a été davantage un choix politique qu'économique.

Probablement la conséquence la plus dramatique en Europe a été l'affaiblissement de l'État social et la dégradation des conditions de vie dans de nombreux pays européens. Lors des négociations du troisième plan d'aide à la Grèce, Yanis Varoufakis, son ministre des finances à l'époque, accusait monsieur Schäuble, le ministre des finances allemand, de vouloir détricoter l'État-providence.

*« L'État-providence français, son droit du travail, ses entreprises nationales sont la véritable cible du ministre des finances allemand<sup>8</sup> ».*

---

<sup>5</sup> GENEUREUX, Jacques. « Les trois fonctions de l'État, selon Richard Musgrave », *Alternatives économiques* n°219, 1 novembre 2003. [bit.ly/2sdlw6F](http://bit.ly/2sdlw6F)

<sup>6</sup> DIDIER, M. & BENASSY-QUERE, A. & BRANSBOURG, G. & HENRIOT, A. « Politique de change de l'euro », *La documentation française*, 2008. [bit.ly/2gAt4US](http://bit.ly/2gAt4US)

<sup>7</sup> DANMGE, Mathilde. « Austérité, rigueur, relance, croissance, de quoi parle-t-on ? » *Le Monde*, 9 avril 2015. [lemde.fr/1tCclJg](http://lemde.fr/1tCclJg)

<sup>8</sup> Propos recueillis par CHAREL, Marie. « Varoufakis : "La véritable cible du docteur Schäuble est la France et son État-providence" », *Le Monde*, 28 août 2015. [lemde.fr/1I2YXSe](http://lemde.fr/1I2YXSe)

## 2. LES CONSÉQUENCES DES POLITIQUES DE RIGUEUR

---

En avril 2013, Enrico Letta, premier ministre italien à l'époque, déclarait que l'austérité seule finirait par « tuer l'Italie »<sup>9</sup>. D'autres, dont Stiglitz, disent de même pour l'Europe :

« *L'Union européenne est en train de détruire son avenir*<sup>10</sup>. »

L'austérité nous éloigne du « rêve européen » et d'une Europe sociale. Le niveau insoupçonné du chômage des jeunes dans les pays périphériques se traduit par une fuite de cerveaux et la perte d'un capital humain précieux pour ces pays. En Espagne on parle de « génération perdue ». En Europe, certains évoquent déjà une « décennie perdue »<sup>11</sup>. Au fardeau du chômage de masse pour l'économie se rajoutent les problèmes psychologiques et d'employabilité qui frappent les chômeurs de longue durée. Les jeunes, le futur de l'Europe, sont parmi les plus touchés. Mais les retraités n'ont pas été épargnés. Les personnes âgées ont moins de moyens et les coupes dans la sécurité sociale et les effectifs sanitaires affectent leur bien-être. Les taux de pauvreté ou d'exclusion sociale ont beaucoup augmenté en zone euro depuis la crise<sup>12</sup>. Par ailleurs, en Grèce et en Espagne, les taux de suicide ont respectivement augmenté de plus de 30% et 20% depuis 2010<sup>13</sup>. Il est trop tôt pour évaluer l'impact des coupes dans l'éducation à long terme, mais la suppression des allocations repas ou des fonds pour fournitures scolaires pèsent désormais sur les plus démunis. D'autre part, la suppression des aides juridiques ou la taxation des frais d'avocat empiètent sur le droit d'accès à la justice pour certaines strates de la société<sup>14</sup>.

En parallèle, au niveau politique, l'euroscpticisme est à son apogée. Partout en Europe se font entendre les discours anti-européens de partis extrémistes dénonçant entre autres la technocratie et l'austérité. En effet, la mise sous tutelle de gouvernements légitimes sur des critères financiers contribue sans doute au « déficit démocratique ». Par ailleurs, s'il n'est pas démontré qu'il existe une corrélation entre austérité et montée des extrémismes, on peut établir un parallélisme avec l'Allemagne des années trente. Entre 1929 et 1932, l'austérité mise en place par Brüning fit baisser les salaires de 20 à 25% en moyenne et le taux de chômage passa de 13 à 30%<sup>15</sup>. Les élections de novembre 1932 donnèrent la victoire au parti national-socialiste<sup>16</sup>.

D'un point de vue strictement économique, l'austérité a un effet déflationniste, c'est-à-dire qu'elle contribue à faire baisser les prix et la demande. Le mécanisme est le suivant. Une mesure consistant à augmenter les impôts va réduire le revenu disponible des ménages, qui vont logiquement réduire leur consommation. La demande va donc baisser et l'offre va être trop importante : l'économie se retrouve donc en surproduction. Pour essayer de vendre cette production en trop, les entreprises baissent les prix et par conséquent font moins de profits que prévu. Ensuite, anticipant une demande moindre, ils vont couper dans leur production et licencier des employés. Ainsi, le chômage augmente et le revenu disponible diminue, ce qui se traduit par une baisse de la consommation : l'économie se retrouve encore en surproduction. Le cercle déflationniste est enclenché.

En théorie, en augmentant l'impôt, l'État devrait avoir plus de recettes pour résorber les déficits et réduire la dette. En pratique, si le revenu des ménages et les profits des entreprises baissent à cause

---

<sup>9</sup> EASTERMAN, Daniel. « Italy's Enrico Letta vows to reverse austerity », *The Telegraph*, 29 avril 2013. [bit.ly/2rob5A6](http://bit.ly/2rob5A6)

<sup>10</sup> Propos recueillis par CHARREL, Marie. « Joseph Stiglitz : "L'Union européenne est en train de détruire son avenir" », *Le Monde*, 1 septembre 2015. [lemde.fr/1LQ5Xnu](http://lemde.fr/1LQ5Xnu)

<sup>11</sup> BARTHALAY, Bernard. « L'Europe doit savoir rebondir après la décennie perdue », *Le Huffington Post*, 17 janvier 2017. [bit.ly/2lqt8Rj](http://bit.ly/2lqt8Rj)

<sup>12</sup> ITURRALDE, Alberto. « La crise de la zone euro », Note d'analyse, *Pour la solidarité*, juin 2017.

<sup>13</sup> SAN MARTIN, Olga. « El número de suicidios crece un 20% desde el inicio de la crisis económica », *El Mundo*, 30 mars 2016.

<sup>14</sup> ROBERT, Aline. « Grèce : les suicides ont augmenté fortement avec l'austérité », *La Tribune*, 3 février 2015. [bit.ly/1zx8RuC](http://bit.ly/1zx8RuC)

<sup>15</sup> ROBERT, Aline. « L'austérité a fragilisé de nombreux droits fondamentaux en UE », *Euractiv*, 25 mars 2015. [bit.ly/2qAIPfA](http://bit.ly/2qAIPfA)

<sup>16</sup> GOETZMANN, Nicolas. « 1930, l'austérité imposée par les décrets du chancelier Brüning », *Atlantico*, 16 septembre 2014. [bit.ly/2qFBFkk](http://bit.ly/2qFBFkk)

<sup>17</sup> BEZBAKH, Pierre. « Brüning, l'austérité et la montée du nazisme », *Le Monde*, 26 novembre 2012. [lemde.fr/2ro8ciV](http://lemde.fr/2ro8ciV)

des effets déflationnistes, les entrées fiscales vont être amoindries. La réduction des dépenses publiques est soumise aux mêmes règles. L'austérité affecte également la dynamique du ratio dette/PIB. À titre d'illustration, dans un contexte de croissance zéro, si le taux d'intérêt sur la dette est de 1%, la dette s'accroît « plus vite » que le PIB. En déprimant la croissance, le « poids » de la dette va donc être plus important.

Comment expliquer, au vu de ces conséquences négatives, l'importance qu'a pris l'austérité dans le discours politique ?

## II. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'AUSTÉRITÉ

### 1. LE CHANGEMENT DE DISCOURS POLITIQUE

---

L'austérité n'est pas nouvelle, de nombreuses expériences ont été menées par le passé. Mais alors que le débat était plus ou moins clos, la crise des *subprimes* vint rouvrir et modifier le discours politique. Au lieu de continuer la relance jusqu'à ce que la récupération ait été assurée, le changement de position fut radical. L'attention fût déviée du chômage et portée drastiquement vers les déficits. D'abord en Amérique, John Boehner (élu républicain de la chambre des représentants) s'était opposé aux *stimuli* sur une base totalement infondée.

*« Les ménages américains se serrent la ceinture, mais je ne vois pas le gouvernement se serrer la ceinture.<sup>17</sup> »*

Cette pensée fait écho dans la population et teint le discours politique, qui dès lors consiste à promettre des réductions de déficits chaque année. Or, si la demande se contracte et l'État ne se substitue pas pour contrer sa baisse, le cercle déflationniste peut s'enclencher.

Pour ce qui concerne l'Europe, elle a connu le même sort. Les plans de relance des différents gouvernements ont gonflé leur dette publique. En 2009, lorsque Papandréou arrive au pouvoir en Grèce, il découvre que les chiffres officiels sont faux et déclare que le déficit grec s'élève à 12,7%<sup>18</sup>. Les agences de notation dégradent la note de la Grèce. Ce choc se traduit sur les marchés financiers par la hausse des taux auxquels la Grèce peut emprunter. Cet événement marque le début de l'austérité en Europe : ne voulant pas être dans la même situation, il fallait à tout prix réduire la dette publique.

La tendance consistait donc à viser la réduction de la dette pour pouvoir générer de la confiance et rassurer les marchés financiers. Jean-Claude Trichet, président de la BCE à l'époque, était parmi tant d'autres un fervent croyant du retour de la « fée confiance ».

*« Dans les circonstances actuelles, des politiques inspirant la confiance vont renforcer et non gêner la reprise économique car la confiance est un facteur essentiel aujourd'hui<sup>19</sup>. »*

<sup>17</sup> KRUGMAN, Paul. « The austerity delusion », *The Guardian*, 29 Avril 2015. [bit.ly/2iE89uy](http://bit.ly/2iE89uy)

<sup>18</sup> « Comment la crise grecque est devenue celle de l'euro », *Le Monde*, 12 mai 2011. [lemde.fr/2mnrc1](http://lemde.fr/2mnrc1)

<sup>19</sup> POLIDORI, Elena. « Interview avec Jean-Claude Trichet », *La Repubblica*, 24 Juin 2010. [bit.ly/2rk1rwx](http://bit.ly/2rk1rwx)



Le président de la BCE avait souscrit à la thèse d'Alberto Alesina qui démontrait que le recours à l'austérité pouvait être source de croissance.

## 2. LES JUSTIFICATIONS ACADÉMIQUES

---

Plusieurs études théoriques et empiriques ont servi de justification à l'austérité, alors que plus tard elles se sont révélées inexactes.

Entre en jeu ici la doctrine de « l'austérité expansive » d'Alberto Alesina<sup>20</sup>. Statistiques en main, cet économiste de Harvard va trouver que la plupart des coupes dans les dépenses d'une large palette de pays entre 1970 et 2007 sont associées à des périodes d'expansion plutôt que de récession. L'idée était la suivante : couper dans les dépenses crée de la confiance et les effets positifs emmenés par la confiance sont supérieurs aux effets négatifs provoqués par la réduction des dépenses publiques.

Une autre étude malheureusement célèbre est celle de Reinhart et Rogoff qui établit un seuil critique du ratio de dette/PIB à 90%<sup>21</sup>. Dans leur étude, ils calculent sur 200 ans de données les taux de croissance moyens avec les différents niveaux d'endettement. Ils trouvent que la dette a peu d'effet sur les taux de croissance jusqu'au seuil de 90% de dette/PIB. Lorsque la dette dépasse ce fameux pourcentage, alors la croissance plonge brusquement. Pourquoi ? Parce que le risque perçu par le marché augmente.

Cette étude a souvent été qualifiée comme l'une des études économiques les plus influentes des dix dernières années. Elle a sans doute renforcé le discours favorable à la réduction de la dette publique coûte que coûte en Europe. Plus généralement, ce genre d'études est suivi d'un processus de débats académiques qui peut prendre jusqu'à une dizaine d'années, le temps de confirmer la pertinence des conclusions et recommandations politiques. Ce ne fut pas le cas en 2010 : *Growth in time of Debt* était cité à tour de bras par les partisans de la rigueur pour justifier leurs mesures.

## III. LA REMISE EN QUESTION

### 1. LE RETOUR A LA NORMALE

---

C'est à partir de 2012 que le Fonds monétaire international (FMI) commence à assumer ses torts. En janvier 2013, Olivier Blanchard, son ancien économiste en chef, admet que les conséquences négatives des mesures « recommandées » sont trois fois plus importantes qu'attendu<sup>22</sup>. Le FMI avait considéré que les effets de l'austérité seraient similaires à ceux connus par le passé dans d'autres pays. Or, en 2010, les pays européens bénéficiaient de taux d'intérêt très bas. C'était un scénario assez inédit car de ce fait, la politique monétaire conventionnelle visant à baisser les taux ne pouvait pas agir en

---

<sup>20</sup> ALESINA, Alberto & ARDAGNA, Silvia. *Large Changes in Fiscal Policy: Taxes versus Spending*, University of Chicago Press, août 2010. [bit.ly/2raP0EK](http://bit.ly/2raP0EK)

<sup>21</sup> REINHART, Carmen & ROGOFF, Kenneth. *Growth in a Time of Debt*, American Economic Review, American Economic Association, vol. 100(2), pages 573-78, mai 2010. [bit.ly/1j1lx6Z](http://bit.ly/1j1lx6Z)

<sup>22</sup> BLANCHARD, Olivier & LEIGH, Daniel. *Growth forecast errors and fiscal multipliers*, IMF working paper, janvier 2013. [bit.ly/1g6wCxr](http://bit.ly/1g6wCxr)

contreponds des mesures d'austérité. En 2009 le taux directeur de la BCE (dont dépendent tous les autres taux d'intérêt) était de 1% et n'a cessé de baisser. Aujourd'hui ce taux est à zéro.

Par ailleurs, le FMI revisite le travail économétrique d'Alesina et le critique du point de vue de sa méthode. La méthodologie d'Alesina avait pour effet de surestimer positivement l'impact des coupes dans les dépenses publiques. Avec une méthodologie alternative, le FMI conclut que l'austérité affecte négativement la croissance<sup>23</sup>. De plus, Alesina avait mal identifié les exemples d'austérité, en prenant la plupart des réductions de déficit pour des mesures d'austérité sans prendre en compte des booms éventuels. Imaginons que l'Arabie Saoudite procède à des coupes dans ses dépenses et qu'en même temps le prix du pétrole augmente : dans l'étude, le boom que connaîtrait l'Arabie Saoudite serait assimilé à l'austérité. La plupart des périodes de croissance identifiées étaient en fait liées à des économies en surchauffe<sup>24</sup>. Rien de très novateur, il est bien connu depuis plus de 70 ans qu'en période de surchauffe l'austérité s'avère utile<sup>25</sup>.

Le travail de Reinhart et Rogoff est également remis en cause. En 2013, des chercheurs de l'Université de Massachussets réexaminent les données de leur étude<sup>26</sup>. Avec une approche standard et en ajoutant les données de quelques années supplémentaires, le seuil de 90% de dette/PIB s'effondre. Il ne reste plus qu'une corrélation négative entre dette et croissance, donc rien de nouveau là non plus. Mais où est la causalité ? Voilà une question bien plus délicate : est-ce la dette qui freine la croissance ou le manque de croissance qui fait augmenter la dette ?

## 2. LE CHANGEMENT DES RECOMMANDATIONS DU FMI

---

Suite aux vives critiques dont le FMI a fait l'objet dans l'épisode grec, l'institution a fait son *mea culpa* en avouant avoir sous-estimé l'impact de ses recommandations sur la croissance. Ainsi, depuis 2012-2013, elle a discrètement mué idéologiquement, notamment en incitant les pays ayant une marge de manœuvre suffisante à la relance budgétaire. En ce qui concerne l'Allemagne, il est passé du statut de bon élève à « l'épouvantail économique » du fait de ses excédents excessifs<sup>27</sup>. En fait, l'Allemagne exporte trop, et ce « trop » se fait au détriment de la production locale des pays importateurs qui peine à redémarrer. C'est pourquoi un règlement européen voté en 2011 permet à la Commission de sanctionner les pays ayant un excédent commercial excessif<sup>28</sup>. C'est le cas de l'Allemagne pendant les huit dernières années<sup>29</sup>... sans qu'aucune sanction ne soit prise.

Étant donné que les prêts à la Grèce sont assurés en partie par le FMI, l'institution a son mot à dire. Elle fait partie de la *Troïka* (FMI, Banque centrale européenne et Commission européenne). C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Jean-Claude Trichet s'opposait à l'inclusion du FMI dans le « sauvetage » de la Grèce. Dans le cadre des *memoranda*, les réformes structurelles demandées à la Grèce ont fait l'objet de désaccords au sein de la *Troïka*. Le 4 juin 2013, le FMI reconnaît que le premier plan de sauvetage à la Grèce s'était soldé par « des échecs notables »<sup>30</sup>. De plus, le FMI était en désaccord avec les institutions européennes lors des négociations sur le troisième plan d'aide à la Grèce. Les deux principaux créditeurs demandaient différentes conditions. La Commission voulait

---

<sup>23</sup> COTTARELLI, Carlo. *From stimulus to consolidation: revenue and expenditure policies in advanced and emerging economies*. Washington DC: IMF, 30 avril 2010. [bit.ly/2ropnRl](http://bit.ly/2ropnRl)

<sup>24</sup> ISLAM, Iyanatul & CHOWDHURRY, Anis. « Revisiting the evidence on expansionary fiscal austerity: Alesina's hour? », *voxeu.org*. [bit.ly/2sdToBu](http://bit.ly/2sdToBu)

<sup>25</sup> A. JAYADEV, A. and KONCZAL M. « The Boom Not the Slump: The Right Time For Austerity », *The Roosevelt Institute*, 2010. [bit.ly/2bGw2z1](http://bit.ly/2bGw2z1)

<sup>26</sup> HERNDON, Thomas & ASH, Michael & POLLIN, Robert. *Does high public debt consistently stifle economic growth? A critique of Reinhart and Rogoff*, Cambridge Journal of Economics, 2013. [bit.ly/2rUqlFB](http://bit.ly/2rUqlFB)

<sup>27</sup> SEIBT, Sébastien. « L'Allemagne, de plus en plus critiquée pour son insolente bonne santé commerciale », *France 24*, 6 mai 2015. [bit.ly/2rE8WRX](http://bit.ly/2rE8WRX)

<sup>28</sup> RÉGLEMENT (UE) N°1176 / 2011 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, *Journal officiel de l'Union européenne*, 16 novembre 2011. [bit.ly/2pGKyqL](http://bit.ly/2pGKyqL)

<sup>29</sup> LEBEAU, Etienne. « La Commission veut moins d'austérité », *CNE*, 10 janvier 2017. [bit.ly/2rogOG9](http://bit.ly/2rogOG9)

<sup>30</sup> « Aide à la Grèce : le FMI reconnaît des "échecs notables" », *Le Monde*, 5 juin 2013. [lemde.fr/2qAxYRY](http://lemde.fr/2qAxYRY)

absolument que la Grèce dégage des excédents budgétaires alors que le FMI mettait davantage l'accent sur les réformes des retraites et du marché du travail<sup>31</sup>. Or, les européens étant en majorité (Commission, BCE, Mécanisme européen de Stabilité contre le FMI), ils passent plus aisément leur volonté.

En 2015, le FMI publie un rapport sur la dette grecque la qualifiant d'insoutenable, et cela juste avant la tenue du Référendum convoqué par Tsipras sur le troisième plan de « sauvetage ». Le FMI était alors favorable à une restructuration de la dette alors que les institutions européennes ne l'étaient absolument pas. Tant le FMI que la BCE sont des créanciers prioritaires, en cas de *hair-cut* (abandon de créances), il se ferait au détriment des États-membres<sup>32</sup> et non de ces deux institutions.

---

<sup>31</sup> DURDEN, Tyler. « Greek deal in limbo after "serious disagreement" between EU, IMF », *ZeroHedge*, 5 mai 2015. [bit.ly/2raXkV2](http://bit.ly/2raXkV2)

<sup>32</sup> « Tout comprendre sur la dette grecque en six étapes », *France Culture*, 27 juillet 2015. [bit.ly/2rEeVpN](http://bit.ly/2rEeVpN)

# CONCLUSION

L'austérité est connue de longue date. Les livres de macroéconomie expliquent son utilité ainsi que les effets dramatiques qu'elle peut provoquer. Sa renaissance dans le débat académique n'a pas duré longtemps et la plupart des économistes s'accordent aujourd'hui pour dire que l'austérité a aggravé la crise du fait de son effet dépressif sur la demande. Cependant, les dirigeants sont moins enclins à remettre en cause leur politique, c'est pourquoi l'Union européenne peine à se sortir de sa situation. Aujourd'hui, la remise en question du FMI et d'une partie des économistes a permis de lancer le débat sur la fin de l'austérité à Bruxelles<sup>33</sup>.

Même s'il y a un besoin de désendettement et de réformes structurelles en Europe pour retrouver une convergence, la stratégie suivie jusqu'à présent n'est pas la meilleure, l'excès de rigueur pouvant faire augmenter la dette comme ça a été le cas en Grèce. Une meilleure réponse aurait été de conjuguer les réformes structurelles afin d'augmenter le potentiel de croissance de la zone euro tout en essayant de relancer l'investissement.

Si aujourd'hui la zone euro voit enfin les symptômes de la reprise, la « décennie perdue » devrait remettre en question cette obsession de retrouver la confiance à tout prix par des indicateurs économiques encadrés et des seuils à ne pas dépasser. Même lorsque la croissance reviendra, les conséquences à long terme de l'austérité pèseront sur des populations qui n'oublieront pas facilement l'épisode.

---

<sup>33</sup> DUCOURTIEUX, Cécile. « Bruxelles lance le débat sur la fin de l'austérité », *Le Monde*, 5 décembre 2016. [lemde.fr/2grmJ5i](http://lemde.fr/2grmJ5i)

# BIBLIOGRAPHIE

## ARTICLES

---

- « Les mesures du plan de relance de l'économie de Nicolas Sarkozy », *La Tribune*, 4 décembre 2008. Disponible ici : [bit.ly/2rb2cJR](http://bit.ly/2rb2cJR)
- GENEUREUX, Jacques. « Les trois fonctions de l'État, selon Richard Musgrave », *Alternatives économiques* n°219, 1 novembre 2003. Disponible ici : [bit.ly/2sdlw6F](http://bit.ly/2sdlw6F)
- DANMGE, Mathilde. « Austérité, rigueur, relance, croissance, de quoi parle-t-on ? », *Le Monde*, 9 avril 2015. Disponible ici : [lemde.fr/1tCclJq](http://lemde.fr/1tCclJq)
- Propos recueillis par CHAREL, Marie. « Varoufakis : "La véritable cible du docteur Schäuble est la France et son État-providence" », *Le Monde*, 28 août 2015. Disponible ici : [lemde.fr/1I2YXSe](http://lemde.fr/1I2YXSe)
- EASTERMAN, Daniel. « Italy's Enrico Letta vows to reverse austerity », *The Telegraph*, 29 avril 2013. Disponible ici : [bit.ly/2rob5A6](http://bit.ly/2rob5A6)
- Propos recueillis par CHARREL, Marie. « Joseph Stiglitz : "L'Union européenne est en train de détruire son avenir" », *Le Monde*, 1 septembre 2015. Disponible ici : [lemde.fr/1LQSXnu](http://lemde.fr/1LQSXnu)
- BARTHALAY, Bernard. « L'Europe doit savoir rebondir après la décennie perdue », *Le Huffington Post*, 17 janvier 2017. Disponible ici : [bit.ly/2lqt8Rj](http://bit.ly/2lqt8Rj)
- SAN MARTIN, Olga. « El número de suicidios crece un 20% desde el inicio de la crisis económica », *El Mundo*, 30 mars 2016. Disponible ici : [bit.ly/1RHXyc5](http://bit.ly/1RHXyc5)
- « Grèce : les suicides ont augmenté fortement avec l'austérité », *La Tribune*, 3 février 2015. Disponible ici : [bit.ly/1zx8RuC](http://bit.ly/1zx8RuC)
- ROBERT, Aline. « L'austérité a fragilisé de nombreux droits fondamentaux en UE », *Euractiv*, 25 mars 2015. Disponible ici : [bit.ly/2qAIPfA](http://bit.ly/2qAIPfA)
- GOETZMANN, Nicolas. « 1930, l'austérité imposée par les décrets du chancelier Brüning », *Atlantico*, 16 septembre 2014. Disponible ici : [bit.ly/2qFBFkk](http://bit.ly/2qFBFkk)
- BEZBAKH, Pierre. « Brüning, l'austérité et la montée du nazisme », *Le Monde*, 26 novembre 2012. Disponible ici : [lemde.fr/2ro8ciV](http://lemde.fr/2ro8ciV)
- KRUGMAN, Paul. « The austerity delusion », *The Guardian*, 29 Avril 2015. Disponible ici : [bit.ly/2iE89uy](http://bit.ly/2iE89uy)
- « Comment la crise grecque est devenue celle de l'euro », *Le Monde*, 12 mai 2011. Disponible ici : [lemde.fr/2rnnrc1](http://lemde.fr/2rnnrc1)

- POLIDORI, Elena. « Interview avec Jean-Claude Trichet », *La Repubblica*, 24 Juin 2010. Disponible ici : [bit.ly/2rk1rwx](http://bit.ly/2rk1rwx)
- SEIBT, Sébastien. « L'Allemagne, de plus en plus critiquée pour son insolente bonne santé commerciale », *France 24*, 6 mai 2015. Disponible ici : [bit.ly/2rE8WRX](http://bit.ly/2rE8WRX)
- LEBEAU, Etienne. « La Commission veut moins d'austérité », *CNE*, 10 janvier 2017. Disponible ici : [bit.ly/2rogOG9](http://bit.ly/2rogOG9)
- ISLAM, Iyanatul & CHOWDHURRY, Anis. « Revisiting the evidence on expansionary fiscal austerity: Alesina's hour? », *voxeu.org*. Disponible ici : [bit.ly/2sdToBu](http://bit.ly/2sdToBu)
- « Aide à la Grèce : le FMI reconnaît des "échecs notables" », *Le Monde*, 5 juin 2013. Disponible ici : [lemde.fr/2qAxYRY](http://lemde.fr/2qAxYRY)
- DURDEN, Tyler. « Greek deal in limbo after "serious disagreement" between EU, IMF », *ZeroHedge*, 5 mai 2015. Disponible ici : [bit.ly/2raXkV2](http://bit.ly/2raXkV2)
- « Tout comprendre sur la dette grecque en six étapes », *France Culture*, 27 juillet 2015. Disponible ici : [bit.ly/2rEeVpN](http://bit.ly/2rEeVpN)
- DUCOURTIEUX, Cécile. « Bruxelles lance le débat sur la fin de l'austérité », *Le Monde*, 5 décembre 2016. Disponible ici : [lemde.fr/2grmJ5i](http://lemde.fr/2grmJ5i)

## REVUES

---

- KOENIG, Gilbert. *La gestion européenne de la crise*, Bulletin de l'OPEE n°19, 2008. Disponible ici : [bit.ly/2sdHrM6](http://bit.ly/2sdHrM6)
- DIDIER, M. & BENASSY-QUERE, A. & BRANSBOURG, G. & HENRIOT, A. *Politique de change de l'euro*, Paris : La documentation française, 2008. Disponible ici : [bit.ly/2qAt4US](http://bit.ly/2qAt4US)

## ÉTUDES

---

- JAYADEV, A. & KONCZAL M. *The Boom Not the Slump: The Right Time For Austerity*, The Roosevelt Institute, 2010. Disponible ici : [bit.ly/2bGw2z1](http://bit.ly/2bGw2z1)
- ALESINA, Alberto & ARDAGNA, Silvia. *Large Changes in Fiscal Policy: Taxes versus Spending*, University of Chicago Press, août 2010. Disponible ici : [bit.ly/2raP0EK](http://bit.ly/2raP0EK)
- REINHART, Carmen & ROGOFF, Kenneth. 2010. *Growth in a Time of Debt*, American Economic Review, American Economic Association, vol. 100(2), pages 573-78, mai 2010. Disponible ici : [bit.ly/1j1Ix6Z](http://bit.ly/1j1Ix6Z)
- BLANCHARD, Olivier & LEIGH, Daniel. *Growth forecast errors and fiscal multipliers*, IMF working paper, janvier 2013. Disponible ici : [bit.ly/1q6wCxr](http://bit.ly/1q6wCxr)

- COTTARELLI, Carlo. *From stimulus to consolidation: revenue and expenditure policies in advanced and emerging economies*, Washington DC: IMF, 30 avril 2010. Disponible ici : [bit.ly/2ropnRI](http://bit.ly/2ropnRI)
- HERNDON, Thomas & ASH, Michael & POLLIN, Robert. *Does high public debt consistently stifle economic growth? A critique of Reinhart and Rogoff*, Cambridge Journal of Economics, 2013. Disponible ici : [bit.ly/2rUqIFB](http://bit.ly/2rUqIFB)

## DOCUMENTS JURIDIQUES

---

RÈGLEMENT (UE) N°1176 / 2011 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, *Journal officiel de l'Union européenne*, 16 novembre 2011. Disponible ici : [bit.ly/2pGKygL](http://bit.ly/2pGKygL)

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.



# POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

*Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.*

*POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.*

## ACTIVITÉS

---

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

**Mène des travaux de recherche et d'analyse** de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu) et disponibles en version papier.

2

**Conseille, forme et accompagne** sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

**Conçoit et réalise des projets transnationaux** en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

**Organise des conférences** qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

# THÉMATIQUES

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



## OBSERVATOIRES EUROPÉENS

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens:

- [www.ess-europe.eu](http://www.ess-europe.eu)
- [www.diversite-europe.eu](http://www.diversite-europe.eu)
- [www.transition-europe.eu](http://www.transition-europe.eu)
- [www.participation-citoyenne.eu](http://www.participation-citoyenne.eu)

# COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

## NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

---

- *Espaces de coworking et tiers-lieux : de l'équipe à la communauté.* Rémi Leturcq, mai 2017.
- *La transformation numérique dans l'Europe 2020 : un puissant levier d'inclusion.* Florent Losson, mai 2017.
- *Définanciariser le bien-être.* Daniela Gabor et Maria Magdalena Tancau, avril 2017.
- *L'éducation au développement durable en Europe.* Veronika Von Wachter, mars 2017.
- *L'éducation au développement durable : vecteur de transformation.* Veronika Von Wachter, mars 2017.
- *Être aidant-e : entre solidarité choisie et précarité subie.* Anna Métral, mars 2017.
- *ESS et Jeunesse : valeurs partagées.* Tiphaine Faure, mars 2017.
- *Politique énergétique de l'UE : quelles évolutions ?* Marie Schuller, février 2017.
- *La nouvelle politique énergétique de l'UE et ses enjeux.* Marie Schuller, février 2017.
- *Réchauffement climatique et migration : zoom sur un phénomène méconnu.* Marie Schuller, décembre 2016.
- *LGBTQ et discrimination professionnelle en Europe et aux États-Unis.* Océane Imber, décembre 2016.
- *L'insertion professionnelle des réfugié-e-s : une nécessité qui rencontre des obstacles.* Anna Métral, décembre 2016.

## CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

---

- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France.* PLS et SMart, n°35, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie.* PLS et SMart, n°34, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes.* Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie.* Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

## ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

---

- *Finance et bien-être, une réflexion participative.* Marie Leprêtre, décembre 2016.
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables.* Sanjin Plakalo, décembre 2016.
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises.* Denis Stokkink, novembre 2016.
- *Le modèle des entreprises d'insertion : l'exemple de la France.* POUR LA SOLIDARITÉ et la Fédération des entreprises d'insertion, septembre 2016.
- *Jeunes NEET - Bonnes pratiques européennes en matière d'apprentissage.* Dans le cadre du projet ANEETS, juin 2016.
- *Agir contre les violences faites aux femmes : guide pour les entreprises.* Dans le cadre du projet CARVE, juin 2016.
- *Femmes dans le management des PME : étude comparative.* Dans le cadre du projet GBPM, avril 2016.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

## Affaires sociales

*La construction d'un nouveau contrat social implique de promouvoir la participation de tous et toutes aux processus décisionnels, aux projets sociaux communs, rétablir des liens entre la société civile, le marché et l'État, renforcer et créer le sentiment d'appartenance à la société.*

*Le think & do tank européen POUR LA SOLIDARITÉ - PLS se dédie à renforcer la cohésion sociale de l'Union européenne au travers d'initiatives innovantes liées au handicap, à la protection sociale, à la santé, aux services à la personne, à la pauvreté et aux clauses sociales.*

**Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink**

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

Avec le soutien de

